

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

Cette version électronique permet de consulter tous les documents repris dans le dossier papier qui sont disponibles sur l'internet. Certains articles de doctrine ne sont repris que dans la version papier réservée aux membres et aux services du Parlement fédéral. Toutes les adresses électroniques étaient accessibles à la date de parution du dossier. Il est toutefois possible que certaines adresses soient supprimées ou modifiées.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
UNION EUROPÉENNE	6
Documents officiels	6
Liens	6
BELGIQUE	7
Documents parlementaires	7
Doctrine	8
Documents	8
FRANCE	10
Législation	10
Documents parlementaires	10
Documents	10
Doctrine	11
PAYS-BAS	12
Législation	12
Documents parlementaires	12
Commentaires	12
ALLEMAGNE	14
Législation (Sélection)	14
Documents parlementaires	14
Commentaires	14
QUEBEC	16
Législation	16
Doctrine	16
Liens	17
DROIT COMPARÉ	18
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	19
Union européenne	19
Belgique	19
France	22
Pays-Bas	23
Québec	24
Droit comparé	26

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

INTRODUCTION

Le règlement juridique des dommages de masse peut s'effectuer de différentes manières.

Parmi l'éventail des possibilités d'actions collectives, certaines procédures ont été sélectionnées et sont analysées dans ce dossier.

Etant donné l'abondance de la littérature sur ce sujet, nous avons repris dans ce dossier une sélection de la doctrine la plus récente. Une bibliographie reprenant un choix de livres et d'articles récents disponibles à la bibliothèque a en outre été ajoutée.

La diversité des législations nationales en matière de recours collectifs n'est pas sans inconvénient pour la libre circulation des marchandises et des services au sein de l'Union européenne. C'est pourquoi la Commission européenne est depuis longtemps sollicitée pour prendre des initiatives en vue d'une harmonisation du régime des recours collectifs. Elle a ainsi publié en 2008 un livre vert et un livre blanc sur le sujet, et a initié en 2011 une enquête publique. Cette dernière a donné lieu à une résolution par laquelle le Parlement européen demande à la Commission de poursuivre ses efforts d'harmonisation. À ce jour, mis à part certains instruments juridiques à portée limitée (en droit de la concurrence par exemple), il n'existe cependant pas encore de cadre juridique européen pour les recours collectifs.

En Belgique, la déclaration gouvernementale prévoit la mise en place d'une procédure de réparation collective au profit des consommateurs.

Actuellement, il n'existe pas en droit belge de procédure permettant au représentant d'un groupe de personnes lésées d'agir en justice sans avoir obtenu de mandat préalable pour obtenir le prononcé d'un jugement ayant autorité de chose jugée à l'égard de tous les membres du groupe.

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

Un avant-projet de loi relative aux procédures de réparation collective a été rédigé sous la précédente législature et a fait l'objet de divers avis mais n'a finalement pas été déposé au Parlement.

Diverses propositions de loi sont actuellement pendantes en vue d'instaurer différentes procédures de recours collectifs.

En France, sous les législatures précédentes, plusieurs projets et propositions de loi visant à introduire une action de groupe dans le droit de la consommation ont été déposés mais sans jamais aboutir.

Sous la législature actuelle, une nouvelle proposition de loi visant à introduire le recours collectif de consommateurs a été déposée le 24/07/2012 à l'Assemblée nationale. Deux nouveaux projets de loi, annoncés par la ministre de la Justice et le ministre délégué en charge de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, seront présentés au printemps prochain à l'Assemblée nationale. Le rapport sur la protection économique du consommateur du 11/09/2012 du Conseil d'analyse économique constitue un cadre d'analyse utile pour le projet de loi sur la consommation que prépare le ministre délégué en charge de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Aux Pays-Bas, les principales dispositions légales visant à instaurer des actions collectives sont le droit d'action collective en vertu de l'article 3:305a et suivants du Code civil ainsi que la loi sur le règlement collectif de dommages de masse (WCAM). L'article 3:305a du Code civil est un droit d'action collective pour les groupes d'intérêt ayant un caractère d' 'opt-in' et pour lequel aucune indemnisation financière n'est possible.

Ce dossier est centré sur la loi sur le règlement collectif de dommages de masse que le législateur considère comme le complément le plus souhaitable à la disposition précitée. Cette loi permet de demander au juge de rendre un accord de règlement collectif d'un dommage juridiquement contraignant pour l'ensemble du groupe des personnes lésées. Un 'opt-out' est en outre possible après la notification de la décision rendant l'accord obligatoire.

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

Une modification de la loi est actuellement pendante pour entre autres instaurer une comparution avant le début de la procédure ainsi qu'une série d'améliorations techniques.

En Allemagne, il existe différentes possibilités de défendre des intérêts collectifs. Le Code de procédure civile contient un certain nombre de dispositions en la matière, comme les §59 et suivants qui règlent l'action conjointe et le §79 qui prévoit un droit d'action pour les associations de consommateurs.

Les associations de consommateurs ou autres groupes d'intérêt peuvent également intervenir dans le cadre du droit de la concurrence. On peut ainsi citer les §8 et §10 de la loi contre la concurrence déloyale (Gesetz gegen unlauteren Wettbewerb – UWG) et la loi contre la limitation de la concurrence (Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen – GWB). Dans certains cas un écrémage du chiffre d'affaires est également possible en cas de comportement fautif des entreprises. En plus de cela, certaines associations peuvent également tenter une action en cessation (Unterlassungsklagengesetz – UKlaG).

Des actions collectives sont également possible en droit de l'environnement.

Dans le cadre de ce dossier nous nous sommes intéressés au 'Kapitalanleger-Musterverfahrensgesetz '(KapMuG). Cette loi permet une forme d'action collective avec un champ d'application limité, à savoir les litiges sur les marchés financiers. La loi est limitée dans le temps et ne sera plus d'application après le 31 octobre 2012. Son fonctionnement a été évalué et il y a un projet de réécriture du règlement. Les principes de base restent les mêmes, moyennant quelques adaptations. Pendant les travaux parlementaires le projet initial a été modifié sur quelques points (document 17/10160). Ainsi, la nouvelle réglementation devrait à nouveau être limitée dans le temps jusqu'au 31 octobre 2020 et faire ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation.

Au moment de conclure ce dossier, la nouvelle réglementation n'était pas encore en vigueur et il faut consulter les documents parlementaires pour les textes en la matière.

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

Au Québec, une procédure de recours collectifs existe depuis 1978 et elle n'est pas limitée à un domaine du droit en particulier. Elle permet à une personne physique ou morale d'agir en justice au nom de toutes les personnes subissant le même dommage sans devoir obtenir leur accord au préalable (système de l'opt-out).

La procédure se divise en trois étapes : une première phase d'autorisation du recours suivie d'une phase de jugement sur le fond et de publication d'un avis et enfin une dernière phase d'exécution de la décision et de distribution des indemnités. Il existe un fonds d'aide aux recours collectifs qui peut prendre en charge à certaines conditions les frais liés aux recours collectifs.

Nous avons sélectionné dans le cadre de ce dossier les principales dispositions légales s'appliquant au recours collectif québécois ainsi que quelques articles de doctrine pertinents sur le sujet.

Marc Dethier

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

UNION EUROPÉENNE

Documents officiels

Consultation publique "Renforcer la cohérence de l'approche européenne en matière de recours collectifs », 4 février 2011

Document de travail

http://ec.europa.eu/competition/consultations/2011_collective_redress/fr.pdf

Contributions

http://ec.europa.eu/justice/newsroom/civil/opinion/110430_en.htm

Résolution du Parlement, 2 février 2012

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2012-0021&language=FR&ring=A7-2012-0012>

Livre vert sur les recours collectifs pour les consommateurs, 27 novembre 2008

http://ec.europa.eu/consumers/redress_cons/greenpaper_fr.pdf

Liens

Commission européenne. DG Santé et consommateurs. Recours collectifs.

http://ec.europa.eu/consumers/redress_cons/collective_redress_en.htm#Consultation

Commission européenne. DG Concurrence. Recours collectifs.

http://ec.europa.eu/competition/antitrust/actionsdamages/collective_redress_en.html

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

BELGIQUE

Documents parlementaires

Proposition de loi du 17 février 2012 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012, n°5-1493/1

<http://www.senate.be/www/webdriver?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=83888324>

Proposition de loi du 6 février 2012 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2011-2012, DOC 53 2035/001

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/53/2035/53K2035001.pdf>

Proposition de loi du 16 novembre 2011 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012,n°5-1330/1

<http://www.senate.be/www/webdriver?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=83887970>

Proposition de loi du 3 novembre 2011 modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012,n°5-1293/1

<http://www.senate.be/www/webdriver?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=83887938>

Proposition de loi du 12 octobre 2011 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat , en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012,n°5-1264/1

<http://www.senate.be/www/webdriver?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=83887886>

Proposition de loi du 19 juillet 2011 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2010-2011, DOC 53 1693/001

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/53/1693/53K1693001.pdf>

Proposition de loi du 14 juillet 2011 modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2010-2011, DOC 53 1680/001

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/53/1680/53K1680001.pdf>

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

Proposition de loi du 13 septembre 2010 complétant l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer au profit des associations une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Ch. repr., S.E., 2010, DOC 53 0153/001

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/53/0153/53K0153001.pdf>

Doctrine

BALATE, E., « Procédure de réparation collective : où en sont les projets belges et européens ? », *Justice en ligne*, 26 mars 2012

<http://www.justice-en-ligne.be/article423.html>

LODEWIJCKX, S., CATTEAU, A., « Introduction des « class actions » en Belgique : quelles conséquences pour le monde des assurances ? », *L'Assurance au présent*, 2011, liv. 43, 1-19

http://www.lydian.be/sites/default/files/uploads/publications/nbap_nn_11043.pdf

JOTTRAND, J.-M., Vers une « class action » en droit belge, *La Tribune de l'O.B.F.G.*, liv.39, 2010, 27-29

<http://www.avocats.be/files/publications/tribunes-papier/tribune39final.pdf>

PALSTERMAN, T., *Class actions in België : een nuttig instrument?*, Universiteit Gent, Faculteit Rechtsgeleerdheid, 2009-2010

<http://www.arbitration-adr.org/documents/?i=178>

Documents

Exposé des motifs de l'avant-projet de loi relative aux procédures de réparation collective (septembre 2009)

http://economie.fgov.be/fr/binaries/Class%20actions_Expos%C3%A9_des_motifs_avec_appel_tcm326-77470.pdf

Avant-projet de loi relative aux procédures de réparation collective (septembre 2009)

http://economie.fgov.be/fr/binaries/426_Class_actions_Loi_avec_appel_tcm326-100996.pdf

Avant-projet de loi relative aux aspects judiciaires des procédures de réparation collective (septembre 2009)

http://economie.fgov.be/fr/binaries/Class%20actions_Loi_modifiant_le_Code_judiciaire_avec_appel_tcm326-77473.pdf

Avis du Conseil Supérieur de la Justice sur la proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective (décembre 2009)

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

<http://www.csj.be/doc/advice/avis171209.pdf>

Avis du Conseil supérieur des indépendants et des PME sur un projet de loi relative aux procédures de réparation collective (décembre 2009)

<http://www.hrzkmo.fgov.be/Portals/hrzkmo/fr/Avis%20par%20date/2009/640%20F%20Pol%20PME%20-%20Class%20action.pdf>

Avis du Conseil de la Consommation sur un avant-projet de loi relative aux procédures de réparation collective (avril 2010)

http://economie.fgov.be/fr/binaries/CC_426_action_collective_FR_29_04_2010_tcm326-101002.pdf

Proposition de l'Ordre des barreaux flamands sur la class action

<http://www.advocaat.be/UserFiles/Positions/OVB-wetsvoorstel%20class%20actions%20website.pdf>

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

FRANCE

Législation

Code de la consommation : art. L 421-1 e.s.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006292698&idSectionTA=LEGISCTA000006161897&cidTexte=LEGITEXT000006069565&dateTexte=20121024>

Code de la consommation : art. L 422-1 e.s.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=4C895D5CE12D2E0E0664BA119FA5CB81.tpdjo14v_1?idSectionTA=LEGISCTA000006146597&cidTexte=LEGITEXT000006069565&dateTexte=20121024

Documents parlementaires

Proposition de loi visant à instaurer le recours collectif de consommateurs n° 110, déposée le 24/07/2012 à l'Assemblée nationale

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/propositions/pion0110.pdf>

Projet de loi modifié par le Sénat, renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs n° 4141, transmis le 23/12/2011 à l'Assemblée nationale

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl4141.pdf>

Documents

Protection du consommateur : un projet de loi pour 2013

<http://www.economie.gouv.fr/protection-consommateur-projet-loi-pour-2013>

Consultation sur l'action de groupe « à la française », 12/10/2012 :

<http://www.economie.gouv.fr/action-de-groupe-a-la-francaise#xtor=RSS-11>

Rapport du Conseil d'analyse économique du 10/09/2012 : La protection du consommateur : rationalité limitée et régulation :

<http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/101.pdf>

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000494/0000.pdf>

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

Autorité des marchés financiers, Groupe de travail présidé par Jacques Delmas-Marsalet et Martine Ract-Madoux, « Rapport relatif à l'indemnisation des préjudices subis par les épargnants et les investisseurs », 2011, 46p. :
http://www.amf-france.org/documents/general/9822_1.pdf

Autorité des marchés financiers , « Synthèse de la consultation publique sur le rapport du groupe de travail sur l'indemnisation des préjudices subis par les épargnants et les investisseurs » , 2011, 9 p. :
http://www.amf-france.org/documents/general/9967_1.pdf

TRANS EUROPE EXPERTS, « Réponse à la Consultation publique de la Commission européenne : Renforcer la cohérence de l'approche européenne en matière de recours collectifs », *SEC*, 2011, 173 final :
http://ec.europa.eu/competition/consultations/2011_collective_redress/tee_fr.pdf

Rapport d'information (n° 499) du 26/05/2010 du Sénat fait au nom de la Commission des Lois par le Groupe de travail sur l'action de groupe :
<http://www.senat.fr/rap/r09-499/r09-4991.pdf>

Rapport d'information (n° 558) du 15/07/2009 du Sénat fait au nom de la Commission des Lois par le Groupe de travail relatif à la responsabilité civile :
<http://www.senat.fr/rap/r08-558/r08-5581.pdf>

Doctrine

X, « Recours collectifs – quels enjeux stratégiques et économiques ? », Colloque du Centre européen de droit et d'économie de l'ESSEC, *revue Lamy de la Concurrence*, 2011, 28, 145-187
http://www.essec.fr/fileadmin/user_upload/Homepage/Actualites/2011/11/Recours-collectifs-quels-enjeux-strategiques-economiques.pdf

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

PAYS-BAS

Législation

Burgerlijk wetboek, boek 7, art. 900-910
<http://wetten.overheid.nl/BWBR0005290/volledig/>

Wetboek van burgerlijke rechtsvordering: art. 392 - 394, art. 1013-1018
<http://wetten.overheid.nl/BWBR0001827/volledig/>

Burgerlijk wetboek, boek 3, art.305a-305d
<http://wetten.overheid.nl/BWBR0005291/volledig/>

Documents parlementaires

Wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Wetboek van Burgerlijke rechtsvordering en de Faillissementswet teneinde de collectieve afwikkeling van massavorderingen verder te vergemakkelijken. (Wet tot wijziging van de Wet collectieve afwikkeling massaschade)

Stukken II Kamer 33.126, nr 1 ev.

<https://zoek.officielebekendmakingen.nl/zoeken/resultaat/?zkt=Uitgebreid&pst=ParlementaireDocumenten&dpr=Alle&spd=20120717&epd=20120717&dosnr=33126&kmr=EersteKamerderStatenGeneraal%7cTweedeKamerderStatenGeneraal%7cVerenigdeVergaderingderStatenGeneraal&sdt=KenmerkendeDatum&par=Kamerstuk%7cNiet-dossierstuk%7cBijlage&dst=Onopgemaakt%7cOpgemaakt%7cOpgemaakt+na+onopgemaakt&isp=true&pnr=1&rpp=10>

Evaluatie van de wet collectieve afwikkeling massaschade.

Stuk II Kamer , 31.762, nr 1.

<https://zoek.officielebekendmakingen.nl/zoeken/resultaat/?zkt=Uitgebreid&pst=ParlementaireDocumenten&dpr=Alle&spd=20120717&epd=20120717&dosnr=31762&kmr=EersteKamerderStatenGeneraal%7cTweedeKamerderStatenGeneraal%7cVerenigdeVergaderingderStatenGeneraal&sdt=KenmerkendeDatum&par=Kamerstuk%7cNiet-dossierstuk%7cBijlage&dst=Onopgemaakt%7cOpgemaakt%7cOpgemaakt+na+onopgemaakt&isp=true&pnr=1&rpp=10>

Commentaires

Massaschade

<http://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/bescherming-van-consumenten/massaschade>

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

Individueel of collectief procederen bij massaschade. WODC 2010
<http://www.wodc.nl/onderzoeksdatabase/collectief-procederen.aspx>

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

ALLEMAGNE

Législation (Sélection)

Gesetz über Musterverfahren in kapitalmarktrechtlichen Streitigkeiten. KapMuG

<http://www.gesetze-im-internet.de/kapmug/>

http://www.bmj.de/SharedDocs/Downloads/DE/pdfs/KapMuG_english.pdf

Documents parlementaires

Entwurf eines Gesetzes zur Reform des Kapitalanleger- Musterverfahrensgesetzes
Drucksache 17/10160

<http://dipbt.bundestag.de/dip21/btd/17/101/1710160.pdf>

Commentaires

Pressemitteilung: Rechtsschutz für Kapitalanleger wird gestärkt

http://www.bmj.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2012/20120629_Rechtsschutz_fuer_Kapitalanleger_wird_gestaerkt.html?nn=1930246

Kapitalanleger: nicht nur Beifall für entfallende Gesetzesbefristung

http://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2012/38659810_kw16_pa_recht/index.html

Overview of existing collective redress schemes in EU member states. Directorate general for internal policies. Policy department A: economic and scientific policy. July 2011

<http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201107/20110715ATT24242/20110715ATT24242EN.pdf>

Les actions de groupe. Les documents de travail du sénat.

http://www.senat.fr/lc/lc206/lc206_mono.html

Evaluierung der Effektivität kollektiver Rechtsschutzinstrumente für Verbraucher im nationalen Recht und rechtliche Bewertung ausgewählter Ansätze zu ihrer Fortentwicklung. 2010

<http://download.ble.de/09HS011.pdf>

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

Evaluation des Kapitalanleger-Musterverfahrensgesetzes. 2009

http://www.bmj.de/SharedDocs/Downloads/DE/pdfs/Abschlussbericht_KapMuG_Frankfurt%20School_2009.pdf?__blob=publicationFile

Class actions, group litigation & other forms of collective litigation.2007

http://globalclassactions.stanford.edu/sites/default/files/documents/Germany_National_Report.pdf

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

QUEBEC

Législation

Code de procédure civile, articles 999 à 1052

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_25/C25.HTM

Loi sur le recours collectif

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=%2F%2FR_2_1%2FR2_1.htm

Règlement de procédure de la Cour supérieure du Québec en matière civile, articles 54 à 69

<http://www.tribunaux.qc.ca/c-superieure/regle-pratique/ch12-recours.html>

Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux recours collectifs

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/R_2_1/R2_1R2.HTM

Doctrine

FINN, S., « Le recours collectif : une procédure particulière », in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2012, vol.345, 1-9

http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/345/15279/index.html

TREMBLAY, G., FINN, S., KNAI, M., "Le passé n'est qu'un prologue: trente-deux années plus tard, les intentions du législateur en matière de recours collectifs ont-elles été réalisées ? » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2010, vol.327, 165-182

http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/327/2034/index.html

ELNEMR, S., « Le fonds d'aide aux recours collectifs : trente ans plus tard » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2010, vol.327, 3-29

http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/327/2029/index.html

CHATELAIN, C., DE L'ETOILE, V., "Les 4.2 critères pour autoriser l'exercice d'un recours collectif", in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2010, vol.327, 209-231

http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/327/2036/index.html

Bibliothèque du Parlement fédéral

Recours collectifs

dossier n° 122 – 10.10.2012

LINCOURT, J.P., SAINT-ONGE, J., « La définition du groupe : pierre angulaire du recours collectif », in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2008, vol.295, 157-169
http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/295/818/index.html

PILON, C, "Les étapes préalables à l'autorisation du recours collectif: des moyens préliminaires à la permission de présenter une preuve appropriée", in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2007, vol.278, 341-380
http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/278/415/index.html

DESMEULES, C., CONTE, S., "La preuve admissible au stade de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif", in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2006, vol.254, 3-26
http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/254/577/index.html

SIMARD, M, "L'octroi de dommages par jugement final en matière de recours collectif", in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2006, vol.254, 69-107
http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/254/580/index.html

CONTE S., CHRETIEN, J., TAYLOR K., "les recours collectifs: la jurisprudence en évolution" in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *La réforme du code de procédure civil trois ans plus tard*, 2006, vol.242, 31-60
http://www.caij.qc.ca/doctrine/developpements_recents/242/index.html

Liens

Fonds d'aide aux recours collectifs
<http://www.farc.justice.gouv.qc.ca/#>

Cour supérieure du Québec. Registre des recours collectifs
<http://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Accueil/Accueil.aspx>

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

DROIT COMPARÉ

Powers of the judge in collective redress proceedings. Report compiled and written by Elodie Falla under the supervision of Professors Andrée Puttemans and Hakim Boularbah. Université libre de Bruxelles. February 2012

<http://www.beuc.org/custom/2012-00227-01-E.pdf>

Overview of existing collective redress schemes in EU member states. Directorate general for internal policies. Policy department A: economic and scientific policy.

July 2011

<http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201107/20110715ATT24242/20110715ATT24242EN.pdf>

BEUC. Country survey of collective redress mechanisms (updated in December 2011)

<http://www.beuc.org/custom/2011-10006-01-E.pdf>

Les actions de groupe. Les documents de travail du Sénat. Mai 2010

<http://www.senat.fr/lc/lc206/lc206.html>

Strooischade : Een verkennend (rechtsvergelijkend) onderzoek naar de mogelijkheden tot optreden tegen strooischade. Juli 2009

<http://www.rijksoverheid.nl/documenten-en-publicaties/kamerstukken/2010/10/08/onderzoek-strooischade-bijlage-1b.html>

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Union européenne

STRUYVEN D., « De groepsvordering of *class action*: een valkuil voor bedrijven en... consumenten? », *Orde van de dag*, 2011, afl.54, 66-69

SIBONY A.L., « Les actions collectives en droit européen: cent fois sur le métier... », *R.E.D.C.*, 2010, liv.3, 577-602

SCOURTI N., ROUVEURE I., « Les recours collectifs pour les consommateurs », *R.E.D.C.*, 2010, liv.3, 603-616

STUYCK J., « Les actions collectives pour les consommateurs – Initiatives européennes », in A. Legendre (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Larcier, Bruxelles, 2010, 57-68

LAFFINEUR J., « Les impacts socio-économiques de l'action collective : éléments de réflexion appliqués au contexte de l'Union européenne », *R.E.D.C.*, 2008, liv. 1, 44-65

MATTIL P., DESOUTTER V., « Le recours collectif européen. État de la situation. – Le recours collectif européen sous la perspective des droits communautaire et comparé », *Revue de droit bancaire et financier*, 2008, liv.4, n° 26, 88-94

Belgique

BOONE, R., « De lange weg naar een Belgische class action-regeling », *Juristenkrant*, 2012, afl. 242, 8-9

FRANKIGNOUL, L., « L'action en réparation collective ou un mécanisme procédural permettant de prendre le droit au sérieux », *T.B.B.R.*, 2012, liv. 5, 194-207

VOET, S., *Een Belgische vertegenwoordigende rechtsvordering*, Antwerpen, Intersentia, 2012, 433 p.

VOET, S., « Nederlandse class action-regeling : lessen voor België ? », *Juristenkrant*, 2012, afl. 248, 12-13

BOONE, R., « België heeft class action-regeling nodig », *Juristenkrant*, 2011, afl. 229, 8

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

BOULARBAH, H., « Des « actions groupées » vers « l'action de groupe » : quelle valeur ajoutée pour l'avocat ? » in X., *La valeur ajoutée de l'avocat*, Actes du Congrès de l'O.B.F.G. du 17 février 2011, Limal, Anthemis, 2011, 33-85

BOULARBAH, H., « Le Code judiciaire est-il adapté (en l'état actuel) aux actions tendant à la réparation d'un préjudice de masse ? », in ENGLEBERT, J. (ed.), *Questions de droit judiciaire inspirées de l'affaire Fortis*, Bruxelles, Larcier, 2011, 81-112

DE BAERE, E., « Belgische class action is lijdend voorwerp », *Juristenkrant*, 2011, afl. 227, 10

DE BIE, N., « Groepsvorderingen, de missing link in ons recht », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 75-80

FRANKIGNOUL, L., « Un projet belge de recours collectif au regard des modèles espagnol et québécois », *Rev.dr.Ulg*, 2011, liv. 2, 219-242

HOFSTRÖSSLER, P., « Een belgische class action : de OVB schrijft » in X., *Liber amicorum Jo Stevens*, Brugge, Die Keure, 2011, 353-383

HOFSTRÖSSLER, P., « Waarom een « class action » in België ? Krijtlijnen van het voorstel van de Orde van Vlaamse Balies », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 95-103

LODEWIJCKX, S., CATTEAU, A., « Introduction des « class actions » en Belgique : opportunité ou menace pour les assureurs ? », *Bull.ass.*, 2011, liv. 374, 4-20

LODEWIJCKX, S., CATTEAU, A., « Invoering van « class actions » in België : welke gevolgen voor de verzekeringssector ? », *Verzekeringsnieuws*, 2011, afl. 43, 1-20

LODEWIJCKX, S., WILLEMS, J., « Class actions : massaschade voor ondernemingen en verzekeraars », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 55-64

PIERS, M., DE BAERE, E., « Collectief slachtofferschap in rechtsvergelijkend perspectief », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 17-28

ROBYNS, W., « Collectieve afhandeling van massaschade : een reactie uit de verzekeringswereld », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 71-74

STRUYVEN, D., « De groepsvordering of « class action » : een valkuil voor bedrijven en...consumenten ? », *Orde van de dag*, 2011, afl.54, 65-70

Taelman, P., Voet, S., « Belgium and collective redress : the last of the European Mohicans », in DIRIX, E., LELEU Y.-H., (ed.), *The Belgian reports at*

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

the Congress of Washington of the International Academy of Comparative Law, Bruxelles, Bruylant, 2011, 305-346

X., « Class actions. Tegengewicht voor klassenjustitie ? », *Orde van de dag*, 2011, afl 54, 1-103

VANDE WALLE, G., « Conflictafhandeling bij collectieve schade : op zoek naar herstel », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 7-15

DE BAERE, E., « Advocatuur en class action : collectieve off-day ? », *Juristenkrant*, 2010, afl. 206, 10-11

JOTTRAND, J.-M., « Vers une « class action » en droit belge », *La tribune de l'O.B.F.G.*, 2010, liv. 39, 27-29

LEGENDRE, A. (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2010, 123 p.

PUTTEMANS, A., « L'introduction d'une forme d'action collective en droit belge », in LEGENDRE, A. (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2010, 19-46

STEVENS, J., « Class action : de OVB reageert », *Juristenkrant*, 2010, afl.207, 11

CAUFFMAN, C., « Een model voor een Belgische class action ? De advocatuur neemt het voortouw », *R.W.*, 2009-10, afl. 17, 690-708

DE BAERE, E., « Massaschade, massakritiek ? », *Juristenkrant*, 2009, afl. 194, 10-11

ALLEMEERSCH, B., PIERS, M., « Class action – Eenvoudiger rechtstoegang voor de consument ? », *D.C.C.R.*, 2008, afl. 79, 3-56

CLOSSET-MARCHAL, G., VAN COMPERNOLLE, J. (ed.), *Vers une « class action » en droit belge ? Naar een « class action » in het Belgisch recht ?*, Brugge, Die Keure, 2008, 200 p.

EYSKENS, W., KALUMA, N., « La class action et le droit belge. Va-et-vient de part et d'autre de l'Atlantique », *J.T.*, 2008, liv. 6319, 481-488

STOOP, E., « Class action », *Ad Rem*, 2008, afl. 5, 29-39

VOET, S., "Belang (en hoedanigheid) als voorwaarde(n) van de burgerlijke rechtsvordering : een update en knelpunten inzake collectief procederen" in SERRUS, D., *Actualia gerechtelijk recht*, Bruxelles, Larcier, 2008, 85-126

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

DE BAERE, E., « Procederen in zaken van massaschade : naar een class action in Belgisch recht ? », *T.P.R.*, 2007, afl. 1, 7-64

HORSMANS, Guy, « La défense des intérêts individuels par la voie collective », in *En hommage à Francis Delpérée. Itinéraires d'un constitutionnaliste*, Bruxelles, Bruylant, 2007, 647-657

France

« Action de groupe : enfin ça avance », Entretien avec Florence G'Sell, *Gazette du Palais*, 2012, n°274 à 276, 7-8

X, « Rapport du Conseil d'analyse économique et un projet de loi pour 2013 », *La Semaine juridique Edition générale*, 2012, liv.38, n° 991, 1680

du CHASTEL, A., « L'action de groupe en France : mythe ou réalité ? », *La Semaine juridique Edition générale*, 2012, liv.36, n° 926, 1545-1546

de LAFORCADE, A., « L'évolution du droit d'agir des associations de consommateurs : vers un détachement du droit pénal de leur action en justice », *R.T.D.C.*, 2011, liv.4, 711-720

DEBET, A., « Interdiction pour une association de consommateurs de solliciter un mandat pour agir en justice par le biais d'un site Internet », *Communication Commerce électronique*, 2011, liv.9, comm.77

DUBOS, J.-F. et CREPIN, F., «Affaire Vivendi. Quand le juge américain s'érige en défenseur de la souveraineté judiciaire française », *La Semaine juridique Edition générale*, 2011, liv.36, n° 944, 1561-1567

LAGARDE, X., « Coup de frein sur l'action des associations », *Revue de droit bancaire et financier*, 2011, liv.5, comm.156

MUSSO, C., « Recours collectifs et droits des consommateurs : des possibilités d'une action de groupe efficace et encadrée », *Revue Lamy de la Concurrence*, 2011, liv.28, 162-165

RIFFAULT-SILK, J., « Quelles évolutions possibles du droit national en matière de recours collectifs ? », *Revue Lamy de la Concurrence*, 2011, liv.28, 181-186

SPITZ, N., « Possibilités ouvertes en droit financier et protection des épargnants », *Revue Lamy de la Concurrence*, 2011, liv.28, 165-168

TEMPLE, H., « Modes d'action et résultats en France », *Revue Lamy de la Concurrence*, 2011, liv.28, 147-151

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

X, « Recours collectifs – quels enjeux stratégiques et économiques ? », Colloque du Centre européen de droit et d'économie de l'ESSEC, *Revue Lamy de la Concurrence*, 2011, liv.28, 145-187

PIEDELIEVRE, S., « Remarques sur l'action en justice des consommateurs », in *Leçons du Droit Civil – Mélanges en l'honneur de François Chabas*, Bruxelles, Bruylant, 2011, 789-801

Autorité des marchés financiers, *Synthèse de la consultation publique sur le rapport du groupe de travail sur l'indemnisation des préjudices subis par les épargnants et les investisseurs*, 2011, 9 p.

Autorité des marchés financiers, Groupe de travail présidé par Jacques Delmas-Marsalet et Martine Ract-Madoux, *Rapport relatif à l'indemnisation des préjudices subis par les épargnants et les investisseurs*, 2011, 46 p.

FIEVEE, A., « L'action de groupe ... ou l'introduction d'une nouvelle voie de droit. Réflexions sur les travaux en cours », *Revue Contrats Concurrence Consommation*, 2010, liv.12, étude 14

PATETTA, G., « Opportunité du choix de l'opt-in/opt-out. Le point de vue de l'UFC Que Choisir », in LEGENDRE, A. (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2010, 87-92

LEGENDRE, A. (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2010, 123 p.

Pays-Bas

KUIPERS, J.-J., "La loi sur le règlement collectif de dommages de masse aux Pays-Bas et ses ambitions dans l'espace judiciaire européen", *R.I.D.C.*, 2012, liv. 1, 213-243

VAN DIJCK, G., VAN DOORN, K., TZANKOVA, L., "Reguleren van de afwikkeling van massaschade", *Nederlands Juristenblad*, 2011, afl. 21, 1383-1389.

VAN DOORN, K., "De Nederlandse wet collectieve afwikkeling massaschade : een slachtoffervriendelijke afwikkeling ?", *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 29-38

KROES, C. F., « Collectieve actie », *Nederlands Juristenblad*, 2008, afl. 11, 643-644

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

HARTLIEF, T., "De twee werelden van massaschade", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2595-2596

BARENDRECHT, M., TZANKOVA, L., "Massaschade : coördinatie gevraagd", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2597

KRANS, H.B., "Des en Dexia : de eerste ervaringen met collectieve afwikkeling van massaschade", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2598-2604

BAERENDRECHT, J.M., VAN DOORN, C.J.M., "Richtpunten voor massale geschillen : het schikkingsspel in de aandelenleaseaffaire", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, p. 2605-2612

GIESEN, I., "De rol van de rechter bij massaschade : maatwerk of partijautonomie", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2613-2614

FRENK, N., "In der minne geschikt !", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2615-2620

CROISET VAN UCHELEN, A., HERMANS R, LEMSTRA, J., LUNSINGH SCHEURLEER, D., "Mission statement van een gelegenheidscoalitie", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2621-2624

VAN DEN BIGGELAAR, P.J.M., LOOS, M.B.M., "Concentratie rechtsbijstand in massaschade loont", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2625-2632

SCHONEWILLE, W.M., "De financiering van collectieve acties", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2633

Québec

BISSON, D., « Quelques considérations de base relative aux recours collectifs dits « nationaux » au Québec » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2012, vol.345, 13-43

CARRON, C.A., « La quiétude et la règle de minimis : le recours collectif pour inconvénients mineurs », in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2012, vol.345, 47-59

FINN, S., « Le recours collectif : une procédure particulière », in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2012, vol.345, 1-9

DE L'ÉTOILE, V., CHATELAIN, C., « L'injonction collective : le recours collectif et l'injonction, un mariage heureux ? », *Revue du Barreau*, 2011, tome 70, 63-96

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

CHATELAIN, C., DE L'ÉTOILE, V., « Les 4.2 critères pour autoriser l'exercice d'un recours collectif » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2010, vol.327, 209-231

ELNEMR, S., « Le fonds d'aide aux recours collectifs : trente ans plus tard » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2010, vol.327, 3-29

TREMBLAY, G., FINN, S., KNAI, M., «Le passé n'est qu'un prologue: trente-deux années plus tard, les intentions du législateur en matière de recours collectifs ont-elles été réalisées ? » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2010, vol.327, 165-182

BELLEAU, D., NASR, M., SCOTT, A., « Les recours collectifs nationaux au Québec- Mais de quelle nation s'agit-il ? » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2009, vol.312, 17-60

BERTRAND, L., « Services essentiels et recours collectif : y a-t-il double emploi ? », *Revue du Barreau*, 2009, vol.68, 65-90

LINCOURT, J.P, SAINT-ONGE, J., « La définition du groupe : pierre angulaire du recours collectif », in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2008, vol.295, 157-169

LORTIE, J., FINN, S., «Une mission de paix globale : le règlement efficace et équitable d'un recours collectif », *Revue du Barreau canadien*, 2007, vol.85, 495-538

PILON, C., « Les étapes préalables à l'autorisation du recours collectif : des moyens préliminaires à la permission de présenter une preuve appropriée », in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2007, vol.278, 341-380

CONTE S., CHRETIEN, J., TAYLOR K., «Les recours collectifs: la jurisprudence en évolution" in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *La réforme du code de procédure civile trois ans plus tard*, 2006, vol.242, 31-60

DESMEULES, C.,CONTE, S., « La preuve admissible au stade de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif » in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2006, vol.254, 3-26

SIMARD, M, «L'octroi de dommages par jugement final en matière de recours collectif", in Barreau du Québec, Service de la formation continue, *Développements récents en recours collectifs*, 2006, vol.254, 69-107

Bibliothèque du Parlement fédéral
Recours collectifs
dossier n° 122 – 10.10.2012

Droit comparé

AZAR-BAUD, M.J., « La nature juridique des actions collectives en droit de la consommation », *R.E.D.C.*, 2012, liv.1, 3-28

PIERS, M., DE BAERE, E., « Collectief slachtofferschap in rechtsvergelijkend perspectief », *Orde van de dag*, 2011, afl.54, 17-28

TZANKOVA I., KORTMANN, J., "Remedies for consumers of financial services: collective redress and Improvement of Class Representation", *R.E.D.C.*, 2010, liv.1, 117-140

PIERS, M., « Class actions. Verenigde Staten v.Europa. Rechtsvergelijkende beschouwingen naar aanleiding van de Wal-Martzaak », *N.J.W.*, 2007, afl.171, 825-837